



Montreuil, le 20 décembre 2018.

A l'attention de :  
Bruno LE MAIRE  
Gérald DARMANIN  
Olivier DUSSOPT

Messieurs les ministres et secrétaire d'État,

Le peuple se mobilise depuis plusieurs semaines dans le pays pour réclamer une amélioration de son pouvoir d'achat. Le Président l'a lui même qualifié « *de revendication légitime* ». Il a annoncé un certain nombre de mesures, pour nous très insuffisantes, afin d'apporter des réponses à la dégradation du pouvoir d'achat des français.

Les organisations syndicales de vos ministères vous alertent depuis vos prises de fonctions sur le caractère particulièrement dégradé du pouvoir d'achat des agents actifs et retraités des ministères dont vous avez la charge.

Dans un contexte de suppressions d'emplois, de très fortes transformations des missions, de restructurations structurelles incessantes, il ne serait absolument pas compris que les ministères de Bercy ne fassent pas preuve de la même exemplarité en matière de relance du pouvoir d'achat de ses agents que celle dont ils font preuve en matière d'économie budgétaire de l'État.

A la veille de la mise en place du prélèvement à la source pour laquelle vous mobilisez pleinement des agents déjà surchargés de travail et en sous-effectifs, nous vous demandons d'entendre nos revendications légitimes.

La CGT attend un geste immédiat avant les fêtes de fin d'année en faveur de l'amélioration du pouvoir d'achat des salariés actifs et retraités des ministères de Bercy. Ce geste devrait pour nous être l'amorce de véritables négociations sur les salaires et le déroulement de carrière pour lesquelles la CGT se tient à votre disposition.

Dans le contexte social et politique global dans le pays et compte tenu du contexte spécifiquement dégradé dans nos ministères, en matière de salaire et de reconnaissance des qualifications, nous espérons vivement que vous donnerez une suite favorable à nos demandes.

Veuillez agréer, Messieurs les ministres, l'expression de ma très haute considération.

Alexandre Derigny  
Secrétaire général  
de la fédération des Finances CGT